

La constitution

moyens que les libéraux ont choisis pour imposer leur vision centraliste sont ceux-là même qui affaiblissent le sentiment des Canadiens de partager une nationalité commune. La constitution qui devrait convaincre les Canadiens de former une nation unie et fière est au contraire devenue un facteur de division dans notre pays. Cela est entièrement attribuable à la façon dont le gouvernement a procédé.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Quand j'écoute parler le premier ministre, comme il le fait longuement, et quand j'écoute parler d'autres ministériels, il est un mot qui me vient à l'esprit, et c'est celui d'«échec». Le premier ministre parle de 54 ans d'échec dans les négociations constitutionnelles. Il parle d'échec avec les premiers ministres des provinces. Monsieur l'Orateur, le premier ministre trouvera des échecs s'il en cherche. Ce qu'il convient cependant de souligner c'est que nous avons aussi connu des succès éclatants au Canada. Le Canada a connu le succès lorsque le gouvernement l'a recherché. Le Canada a été un pays d'entente lorsque les gouvernements ont recherché l'entente.

Nous nous sommes heurtés à des questions beaucoup plus complexes par le passé que certaines des questions constitutionnelles qui se posent à nous aujourd'hui. Il était beaucoup plus délicat pour le gouvernement Diefenbaker de négocier avec le gouvernement Sauvé un moyen de rendre les fonds du fédéral accessibles au gouvernement de la province de Québec. Ils y sont pourtant arrivés, en dépit de décennies de suspicion et de répugnance, parce qu'il existait une volonté commune de faire fonctionner le système fédéral.

Il était beaucoup plus complexe de présenter et de faire accepter un régime d'assurance-maladie dans l'ensemble du pays et pourtant, on y est parvenu. En outre, le Régime de pensions du Canada a été accepté partout dans le pays parce que tous les intéressés tenaient à se mettre d'accord. Quand le gouvernement fédéral précédent a été disposé à obtenir l'accord des provinces à propos d'une politique nationale de l'énergie, il a réussi à le faire, mais après 22 mois, le gouvernement actuel n'y est pas parvenu.

• (1630)

Des voix: Bravo!

M. McDermid: Le premier ministre aussi. Il a été incapable de le faire.

M. Clark: Il y a un secret à cela. Le gouvernement ne peut faire autrement qu'échouer s'il ne tient pas compte et va à l'encontre de la nature même du Canada. Nos efforts ont été couronnés de succès quand nous avons su respecter la nature du Canada.

Le projet à l'étude s'attaque essentiellement aux fondements mêmes de la fédération canadienne. Même s'il est maintenu par les tribunaux, il engendrera de l'amertume et des divisions.

M. Trudeau: Que dire du drapeau?

M. Clark: Il n'est pas nécessaire de procéder de cette façon. Nous pouvons rapatrier notre constitution. Nous pouvons adopter une charte des droits. Nous pouvons mettre au point une formule d'amendement et nous pouvons le faire en nous mettant d'accord si nous respectons les traditions canadiennes

au lieu de les abandonner et si nous suivons la bonne habitude canadienne qui consiste à chercher à nous entendre.

J'exhorte le gouvernement à accepter ces amendements et, ce qui est tout aussi important, de respecter l'esprit fédéral qui les inspire.

Des voix: Bravo!

M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence): Monsieur l'Orateur, avant de commencer à parler de la constitution en général et des amendements, je voudrais répondre immédiatement au chef de l'opposition (M. Clark) et dire que j'ai été déçu de l'entendre dénigrer et minimiser l'importance d'un amendement à la constitution présenté par le gouvernement qui veut que le nom de Dieu y soit mentionné. Il était inutile, je crois, que le chef de l'opposition tente de faire de la politiquerie à ce sujet.

Des voix: C'est honteux!

M. McDermid: Ne soyez pas si hypocrite.

M. de Corneille: Je dois donc rétablir les faits pour la population. Je voudrais également rectifier les faits consignés dans le harsard. Cela ennuie les députés de l'opposition qu'on leur signale ces choses. Néanmoins, je me dois de souligner que le gouvernement libéral a proposé que Dieu soit mentionné dans la constitution.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement libéral décide de mentionner Dieu. En fait, il n'y a pas si longtemps, dans la nouvelle version du «O Canada», le gouvernement s'est éloigné de la tradition et l'hymne dit maintenant, dans sa version anglaise, «God keep our land glorious and free», ce qui signifie «Que Dieu garde notre pays glorieux et libre». C'est notre parti qui a proposé ces paroles. Cela diffère du texte traditionnel du «O Canada».

Incidemment, le chef de l'opposition parle de la mention que les conservateurs ont faite de Dieu dans la Déclaration canadienne des droits de M. Diefenbaker, alors que le texte original de cette déclaration n'en faisait nullement mention. En fait, cet amendement avait été proposé par le député de Windsor de l'époque, un libéral, et l'opposition l'avait accepté. Si ces paroles ont figuré dans la Charte canadienne des droits proposée par les conservateurs, c'est parce qu'un libéral l'a demandé. Le gouvernement a fait un autre effort pour donner une place à Dieu dans la proposition constitutionnelle lors de la conférence de septembre dernier, lorsque les premiers ministres fédéral et provinciaux se sont réunis pour discuter de l'avenir de la constitution. Le gouvernement libéral a présenté une proposition d'amendement visant à faire insérer le nom de Dieu dans le préambule de la constitution.

A mon avis, mieux vaudrait que nous ne cherchions pas à nous montrer plus religieux que nous ne le sommes ni à faire croire que nous sommes supérieurs.

M. Kilgour: Assoyez-vous!

M. de Corneille: Nous devrions nous contenter de dire qu'il est souhaitable de mentionner le nom de Dieu, ce que, je l'espère, tous les partis appuieront. C'est là ce qu'a réclamé jusqu'ici le parti libéral, ce qu'il réclame maintenant, et ce qu'il réclamera à l'avenir et toujours.